

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

DCE-2025-ATECK-152-GVL

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE-MALADES et MONTE-CHARGES DU CHUM

- **LOT 1 : PZQ1 et annexes, MFME**
- **LOT 2 : CEV, CLARAC**
- **LOT 3 : CHLD**



SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHE.....	4
1.3	Glossaire.....	4
1.4	Prestations et forme du marché.....	5
2	GENERALITES.....	6
2.1	Maintenance préventive – maintenance corrective – plan de maintenance	6
2.2	Réglementation applicable	7
2.3	Périmètre global des prestations	9
2.4	Compétences du personnel	10
2.5	Plan de prévention.....	11
2.6	Conseil et mise en conformité	11
2.7	Sécurité.....	11
2.8	Etude de sécurité.....	11
2.9	Assistance lors du contrôle réglementaire.....	12
2.10	Responsabilité du titulaire	12
2.11	Prestations & Travaux.....	13
2.12	Affiches – Délai de remise en service.....	13
2.13	Plans – Schémas – Notices	13
2.14	Registre – carnet d’entretien des équipements	13
2.15	Locaux techniques.....	15
2.16	Réunion périodique	15
2.17	Qualité et développement durable	15
2.18	Gestion des déchets	15
3	MODALITES D’ORGANISATION DES PRESTATIONS DU MARCHE	16
4	PRESTATIONS FORFAITAIRES	19
4.1	Maintenance préventive	19
4.1.1	Plage et volume horaires des prestations de maintenance préventive.....	19
4.1.2	Périodicité et contenu des visites de maintenance préventive	19
4.1.3	Visites mensuelles	20
4.1.4	Visites semestrielles	20
4.1.5	Visites annuelles	21
4.1.6	Opérations minimales de maintenance	22
4.1.7	Compte-rendu de visites	23
4.1.8	Fourniture des devis	24
4.2	Etat des lieux initial et inventaire de fin de marché.....	24
4.3	Rapport annuel d’activité	25
4.4	Fourniture des pièces détachées.....	25
4.4.1	Liste des pièces concernées	26
4.4.2	Fourniture des pièces de rechange et modalités	26
4.5	Astreinte technique	26
4.5.1	Délais maximum d’intervention sous astreinte :.....	27
4.5.2	Traitement des demandes d’intervention.....	28
4.6	Prestations de dépannage.....	28
4.7	Prestations de déblocage/désincarcération des personnes.....	29
4.8	Mise à disposition d’un technicien lors des visites de contrôle réglementaire.....	29
4.9	Etude de sécurité.....	29
4.10	Frais de gestion	30
4.11	Formation des agents de sécurité.....	30
4.12	Synthèse des prestations forfaitaires	31

5	PRESTATIONS SUR ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	33
5.1	Maintenance corrective	33
5.1.1	Frais de main d'œuvre	33
5.1.2	Frais de déplacement	33
5.1.3	Transmission des devis.	33
5.1.4	Compte-rendu d'intervention.....	34
5.2	Remplacement de pièces détachées	35
5.3	Stock.....	35
5.4	Prestations annexes : remplacement des pièces dégradées	36
5.5	Synthèse des prestations sur accord-cadre à bons de commande	37
6	PRESTATIONS SUR ACCORD-CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS	38
6.1	Synthèse des prestations sur accord-cadre à marchés subséquents	38

1 OBJET DU MARCHE

1.1 Périmètre des prestations

Le présent marché de services a pour objet la maintenance des ascenseurs, monte-Malades et monte-Charges du CHU de Martinique. Il intègre l'ensemble des prestations relatives à :






- La Maintenance préventive,
- La Maintenance corrective,
- La Mise en conformité,
- & la Modernisation des appareils.

1.2 Décomposition par lot

Le marché est organisé en 3 lots, comme suit :

- **Lot n° 1 : PZQ1 et annexes, MFME**
Sites de La Meynard/Fort de France (PZQ1 dont EFS, DSI (ex COSIH), SAMU et MFME)
- 31 appareils (cf. DPGF du lot).
Etablissements hospitaliers concernés :
 - Hôpital Pierre Zobda Quitman 1 (PZQ1) - La Meynard / Fort-de-France.
 - Maison de la Femme, de la Mère et de l'Enfant (MFME) - La Meynard / Fort-de-France.
- **Lot n° 2 : CEV et CLARAC**
- 6 appareils (cf. DPGF du lot).
Etablissements hospitaliers concernés :
 - Centre Emma Ventura (CEV) - Avenue Condorcet / Fort-de-France.
 - Hôpital Albert Clarac (CLARAC) - Boulevard Pasteur / Fort-de-France.
- **Lot n° 3 : CHLD**
- 11 appareils (cf. DPGF du lot).
Etablissement hospitalier concerné :
 - Hôpital Louis Domergue (CHLD) - Rue Jean Eugène Fatier / Trinité.

1.3 Glossaire

-  **DPGF** : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
-  **BPU** : Bordereau de Prix Unitaire
-  **BC** : Bon de commande
-  **MS** : Marché Subséquent
-  **DI** : Demande d'intervention

1.4 Prestations et forme du marché

Le marché comprend :

- une part forfaitaire
- et
- une part sur Accord-cadre mixte (soit à bons de commande et à marchés subséquents).

Les prestations « forfaitaires » concernent () :**

- Les visites de maintenance préventive des installations et équipements (incluant les coûts de déplacement et de main d'œuvre y compris encadrement) suivant les modalités définies dans le CCTP ;
- La fourniture et pose des pièces détachées d'un montant unitaire inférieur à 250€ HT prix public (hors pièces détachées du stock) ;
- L'astreinte technique (7jr/7, 24h/24) ;
- Les prestations de dépannage (7jr/7, 24h/24) ;
- Les prestations de déblocage/désincarcération de personnes (7jr/7, 24h/24) ;
- La mise à disposition d'un technicien lors des visites de contrôle périodique réglementaire des ascenseurs ;
- La réalisation de documents et rapports selon les modalités définies dans le présent CCTP ;
- Les frais de gestion (réunions, conseil et assistance au maître d'ouvrage, traitement des DI, gestion/liaison avec la GMAO du CHUM, formation, ...)

Les prix des prestations « forfaitaires » sont basés sur la DPGF du marché.

Les prestations forfaitaires débutent à la notification du marché et à la date de démarrage fixée au CCAP.

Les prestations via « accord-cadre à bons de commande » concernent () :**

- Les pièces du stock (*sur devis du Titulaire*) ;
- Les prestations de maintenance corrective (*sur devis du Titulaire*) ;
- Les pièces détachées pour la maintenance corrective, les dépannages et réparations d'un montant unitaire supérieur à 250€ HT prix public (*sur devis du Titulaire*) ;
- Les prestations annexes : remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques ou par accident indépendant de l'action de la maintenance préventive, ... (*sur devis du Titulaire*).
- La main d'œuvre et frais de personnel nécessaires aux prestations de maintenance corrective (hors intervention sur astreinte, hors intervention de maintenance préventive, hors intervention de dépannage, hors intervention de déblocage/désincarcération de personnes) *sur BPU* ;
- Les frais de déplacement nécessaires aux prestations de maintenance corrective (hors intervention sur astreinte, hors

intervention de maintenance préventive, hors intervention de dépannage, hors intervention de déblocage/désincarcération de personnes) *sur BPU* ;

Les prix des prestations via « accord-cadre à bons de commande » sont basés, en fonction du type de prestations, sur les devis du Titulaire ou sur le BPU du marché, selon les modalités décrites dans le CCTP.

Ces prestations sont déclenchées par la transmission d'un BC au Titulaire du marché.

Les prestations via « accord-cadre à marchés subséquents » concernent

- Le remplacement complet d'un appareil (fourniture et pose) ;
- La fourniture et la pose d'un appareil neuf ;
- Toutes prestations visant la mise en conformité globale et/ou la modernisation d'un appareil ou d'une installation.

Les prix des prestations via « accord-cadre à marchés subséquents » sont basés, pour chaque marché subséquent, sur le BPU du marché subséquent.

Ces prestations sont déclenchées par la conclusion d'un ou plusieurs marchés subséquents et exécutées par la transmission d'un BC au Titulaire du marché.

2 GENERALITES

2.1 Maintenance préventive - maintenance corrective - plan de maintenance

La maintenance des installations permet d'optimiser l'utilisation des appareils dans le temps tout en assurant sécurité et fiabilité aux utilisateurs.

Les opérations de maintenance préventive permettent de garantir l'efficacité des appareils et de minimiser les indisponibilités d'utilisation ainsi que les opérations de maintenance corrective.

Le plan de maintenance proposé par le titulaire devra être adapté aux spécificités des différentes installations afin d'assurer la sécurité et la fiabilité des ascenseurs, monte-malades et monte-charges.

Le plan de maintenance devra être élaboré par rapport aux contraintes qui s'appliquent sur l'installation au cours du temps. Ces contraintes peuvent être d'ordre technique ou bien liées à l'environnement direct de l'ascenseur.

On retrouve entre autres :

- Les caractéristiques du lieu desservi,
- La technologie de l'installation,
- La fréquence d'utilisation,
- Les prescriptions des constructeurs,
- L'état de vieillissement de certains composants,
- Le respect des conditions d'utilisation,
- Le comportement des utilisateurs,

- L'existence de certains dispositifs de sécurité,
- Le suivi des préconisations faites par le titulaire.

Pendant la phase de prise en charge des installations, le Titulaire remet au maître d'ouvrage, dans le mois suivant la notification du marché, un document décrivant l'organisation spécifique de son plan de maintenance pour les équipements du CHUM ainsi que le rapport des études de sécurité spécifique (comprenant notamment la fiche descriptive de risques) selon le décret 95-826.

Le Titulaire s'engage à maintenir les ascenseurs, monte-charges et monte-malades en parfait en parfait état de marche et conditions de sécurité, conformément aux spécifications ci-après et ce, suivant le type de contrat d'entretien et de maintenance des ascenseurs dit « ETENDU ».

2.2 Réglementation applicable

Liste non exhaustive, fournie à titre indicatif. Le Titulaire est réputé sachant et expert.

- **Loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 « Urbanisme et habitat », art. 79** – *instaure l'obligation de mise en sécurité des ascenseurs existants, l'obligation de contrat d'entretien minimal et l'obligation de contrôle technique périodique.*
- **Dispositions du Code de la construction et de l'habitation :**
 - **Articles L.134-1 à L.134-5 (section « sécurité des ascenseurs »)** – *principes et obligations générales (sécurité, conformité, droit d'information des occupants).*
 - **Articles R.125-1 à R.125-2-8 (et R.125-2 et suivants : entretien / contrat / plan d'entretien / périodicité / carnet, etc.)** – *prescriptions détaillées concernant l'entretien, les obligations du propriétaire et du prestataire. (Voir notamment R.125-2, R.125-2-1, R.125-2-4).*
- **Décrets nationaux majeurs :**
 - **Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs** (*fixe listes de travaux à réaliser pour la mise en sécurité, modifie le CCH*). (JORF 10/09/2004). *Modifié par plusieurs décrets (ex. n°2008-291 du 28/03/2008 ; autres modifications ultérieures).*
 - **Décret n°2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs** (*règles sur contenu minimal des contrats, règles sur contrôle technique, facilitation du changement de prestataire, obligations des fabricants pour outils pièces, etc.*). (JORF 07/05/2012).
 - **Décret n°2013-664 du 23 juillet 2013 relatif au délai d'exécution et au champ d'application des travaux de sécurité** (*report/ajustement de certaines échéances prévues par le décret 2004-964*).
 - **Décret n°2014-1230 du 21 octobre 2014 relatif aux travaux de sécurité sur les installations d'ascenseurs** (*modifications portant, entre autres, sur certaines obligations de travaux*).
 - **Décret n°2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs** –

- transposition/actualisation des dispositions européennes (*Directive ascenseurs 2014/33/UE pour la mise sur le marché, marquage CE, etc.*). (abroge et remplace en partie le décret n°2000-810).
- Décret n°2000-810 du 24 août 2000 (ancien décret relatif à la mise sur le marché des ascenseurs – transposition de la directive 95/16/CE ; largement remplacé/abrogé par le décret 2016-550 mais reste référencé pour versions antérieures).
 - Décret n°95-826 du 30 juin 1995 fixant prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs (*prescriptions de sécurité pour opérations de maintenance / travaux effectués sur l'installation*).
 - Arrêtés ministériels importants (application / périodicités / contenu des contrats / opérations)
 - Arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs – *détaille les opérations minimales d'entretien, périodicités (intervalle entre visites ≤ 6 semaines), contenu du contrat d'entretien, pièces incluses/exclues, plan d'entretien, etc. (JORF 28/11/2004). → Annexe précise les opérations minimales.*
 - Arrêté du 18 novembre 2004 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs – *obligations de contrôle technique (rapports, fréquence quinquennale, droit d'accès des occupants au rapport, etc.).*
 - Arrêté du 18 novembre 2004 relatif aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs – *précise la nature des travaux de mise en sécurité. Des arrêtés modificatifs (ex. arrêtés de 2013/2014/2014-12-10) ont ajusté le champ et les délais.*
 - Arrêté du 13 décembre 2004 relatif aux critères de compétence des organismes réalisant les contrôles techniques (*définit compétences/qualification des bureaux de contrôle*).
 - Arrêté du 7 août 2012 (arrêté d'application lié au décret 2012-674) – *texte réglementant certaines modalités des contrôles techniques.*
 - Textes européens et transposition :
 - Directive (UE) 2014/33 du 26 février 2014 (Règles relatives aux ascenseurs – « Recast ») – *harmonisation des législations nationales sur la mise sur le marché (exigences essentielles, marquage CE des ascenseurs et de leurs composants). Entrée en vigueur : 2014 ; transposée en droit français notamment par le décret n°2016-550.*
 - Normes harmonisées / normes techniques (références utiles pour la maintenance – présomption de conformité)
 - Normes européennes EN (NF EN) – ex. EN 81-20 / EN 81-50 (règles sécurité construction/installation – versions révisées publiées 2014, mises à jour 2020), EN 81-80 (*ascenseurs existants – règles d'amélioration de la sécurité*). Ces normes sont techniques mais sont utilisées comme référence pour présomption de conformité et pour définir l'état de l'art à appliquer lors des travaux/maintenance. (Ces normes sont éditées par AFNOR / CEN ; voir la dernière version NF-EN en vigueur).
 - Autres textes utiles / complémentaires
 - Textes du Code du travail et règlements relatifs à la sécurité des travailleurs intervenant sur équipements (verrouillage électrique, consignation, habilitations électriques, travaux en espace confiné,

etc.) qui s'appliquent lors des interventions de maintenance (à consulter en fonction de la nature de l'intervention).

2.3 Périmètre global des prestations

Pour les ascenseurs, monte-charges et monte-malades du lot concerné, le titulaire assure :

- La maintenance préventive et corrective des appareils et équipements associés. Cette prestation inclut la maintenance de niveau 1 à 5. Le Titulaire prend à sa charge la garantie totale de l'équipement et prend à sa charge le remplacement (pièces et main d'œuvre de toutes pièces défectueuses).
- L'assistance aux organismes de contrôle réglementaire/bureau de contrôle,
- Les consignations et déconsignations des installations,
- La fourniture des gueuses, pour les essais en charge des équipements,
- La tenue de l'astreinte 24 h / 24h et sur 7 jours sur 7,
- La participation aux réceptions afin de déceler les réserves éventuelles,
- La formation du personnel de sécurité du site, à la désincarcération des utilisateurs (formation de l'ensemble du personnel de sécurité, une fois par an),
- La Maintenance des équipements :
 - Les visites de maintenance préventive selon la périodicité minimale prévue par la réglementation et définie dans le CCTP,
 - Les interventions de maintenance corrective,
 - L'optimisation du fonctionnement avec établissement de propositions d'amélioration,
 - Le nettoyage et l'entretien de l'ensemble, des locaux liés aux équipements dont il a la charge (trémies, fond de cuve, locaux machinerie, etc.),
 - L'éclairage lié au fonctionnement des portes de cabine et baies palières,
 - La vérification et l'entretien de l'éclairage des cabines et des gaines,
 - La vérification et l'entretien des canalisations électriques, que ces canalisations se trouvent en gaines ou en cabines,
 - Les interventions de maintenance corrective pendant la permanence et en période d'astreinte pour urgence, maximum 1h après réception de l'appel téléphonique pour arriver sur site.
 - L'optimisation du fonctionnement avec établissement de propositions d'amélioration,
 - La constitution et la gestion des stocks de pièces détachées,
 - La fourniture des toutes les pièces nécessaires à la maintenance préventive, et corrective des équipements,
 - La remise en état, pour faire suite à toute dégradation consécutive à une intervention de son personnel,
 - La coordination, le suivi, le contrôle et optimisation des interventions de ses agents et des sous-traitants, et la gestion du personnel,

- La gestion de la maintenance, l'établissement et la fourniture des rapports et comptes rendus d'intervention,
- Les interventions du Titulaire peuvent être contrôlées à tout moment, et sans que celui-ci en ait été préalablement avisé, par le Service Technique / Maintenance du CHUM ou tout autre organisme mandaté (contrôleur technique, expert, pompiers...),
- Tout manquement au niveau de l'exécution des prestations du présent marché fait l'objet d'un constat par le Service Technique / Maintenance du CHUM qui est notifié au Titulaire et donne lieu à l'application de pénalités cumulables dont la réfaction sera effectuée sur le règlement de la période,
- Il appartient au Titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables,
- Le Titulaire signale par écrit au Service Technique / Maintenance du CHUM, les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles sur les équipements ne faisant pas partie du présent marché, et nuisibles à la réalisation de ce dernier, et cela dès qu'il peut les déceler en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention, et les prestations nécessaires à leur prévention,
- Si des dégâts sont occasionnés aux installations par sa faute, il fait procéder à ses frais à toutes réparations quel qu'en soit l'endroit, même s'il s'agit de canalisations en sous-sol, enterrées ou noyées dans les murs ou planchers. Il assure à ses frais la remise en service de l'exploitation après réparation,
- Il est précisé que les actions de maintenance préventive systématique ou conditionnelle et les essais ne doivent pas perturber le fonctionnement du bâtiment. En conséquence certaines actions pourront être effectuées de nuit.

Le Titulaire met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité :

- Pour les installations visées au marché, tous les moyens qu'il juge utiles pour l'accomplissement de ses missions.
- Les renforts ou la main d'œuvre qualifiée nécessaire en astreinte, pour assurer la sécurité des personnes et des biens ou toute autre exigence de sécurité, en cas de défaillance de sa part quant au fonctionnement ou à l'utilisation des équipements.
- Tous les moyens compatibles avec l'activité de l'établissement et, en particulier, la préparation et l'assistance aux essais périodiques de fonctionnement et de sécurité, assurés par le Service Technique / Maintenance du CHUM ou son représentant.

2.4 Compétences du personnel

Le personnel chargé de la maintenance, du dépannage et des réparations des appareils et équipements objets du présent marché doit avoir une habilitation électrique valide et posséder les compétences en électrotechnique et en machinerie d'ascenseur. Le personnel du titulaire doit avoir les aptitudes et avoir reçu une formation appropriée selon les modalités définies à l'article 9 du décret n° 95-826 du 30 juin 1995.

2.5 Plan de prévention

Un plan de prévention signé par toutes les parties, sera réalisé pour chaque site ou lot.

Le « plan de prévention » énumérera les différents risques potentiels, engendrés par l'intervention, aux personnes et aux installations, et définira les mesures préventives à mettre en œuvre. Le port des équipements de protection individuelle et collective seront précisés.

2.6 Conseil et mise en conformité

Le titulaire conseille et propose au CHUM la réalisation de toute opération pouvant améliorer le fonctionnement de l'installation, sa disponibilité, ses performances, son confort et sa sécurité d'utilisation, ainsi que sa mise en conformité avec les normes et réglementations en vigueur. Le Titulaire doit signaler au CHUM toutes nouvelles obligations réglementaires.

Les frais relatifs aux mises en conformité avec la réglementation restent à la charge du CHUM.

Le titulaire du marché devra effectuer une expertise de l'ensemble des appareils installés avant le 27 août 2000 qui ne répondent pas aux objectifs de sécurité mentionnés à l'article R 125-1-1 ;

Les prestations de mise en conformité à réaliser, prévues au décret n°2004-964 relatif à la sécurité des ascenseurs, devront être notifiées sur un rapport et remis au Maître d'ouvrage dans la première année du contrat.

Le cas échéant, les prestations et travaux de mise en conformité feront l'objet d'un ou plusieurs marchés subséquents.

2.7 Sécurité

Le personnel du titulaire devra porter une carte d'identité professionnelle et une tenue permettant d'identifier clairement l'entreprise.

Le titulaire devra transmettre au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité, tant générales que particulières à l'établissement, et devra contrôler que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Il devra informer sans retard le responsable technique du CHUM de toute anomalie susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

Si un fait anormal quelconque intéressant l'installation, objet du présent marché, vient à se produire, toutes les dispositions seront prises par le CHUM pour en interdire l'usage ou en suspendre le fonctionnement et pour en informer immédiatement le prestataire.

2.8 Etude de sécurité

Le titulaire devra, dans les 30 jours qui suivent la prise d'effet du présent marché, réaliser une étude de sécurité (EDS) de chaque appareil conformément au décret

n°95-826 du 30 juin 1995, et en remettre un exemplaire au responsable technique du CHUM et en afficher une copie dans la machinerie.

Au démarrage du marché, le titulaire devra élaborer et remettre au CHUM, la notice des instructions nécessaire au maintien au bon état de fonctionnement des ascenseurs.

2.9 Assistance lors du contrôle réglementaire

Le marché inclut dans les prestations forfaitaires l'assistance d'un technicien lors du Contrôle Technique obligatoire institué par le Décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la Sécurité des Ascenseurs.

Le Titulaire doit se soumettre à toutes les obligations de contrôle et visites légales et réglementaires des installations.

Ces contrôles et visites sont effectués à des dates fixées par le CHUM et signifiées au Titulaire sous un délai minimum de 10 jours calendaires. Les contrôles techniques sont effectués aux frais du CHUM.

Le CHUM est en droit de contrôler ou de faire contrôler par un organisme de contrôle agréé les équipements objets du présent marché. Le Titulaire, lors de ces visites de contrôle, est tenu de mettre à disposition :

- les instruments de mesures,
- le personnel nécessaire pour procéder aux vérifications et essais.

Lorsque le rapport du Contrôle Technique réglementaire lui est transmis, le titulaire prend les dispositions nécessaires pour supprimer les défauts constatés présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement des ascenseurs qu'aura relevé ledit Contrôle Technique.

2.10 Responsabilité du titulaire

D'une manière générale, le Titulaire doit garantir au CHUM :

- Les résultats fixés au présent contrat ;
- La fiabilité des installations et équipements ;
- La pérennité des installations et équipements par la mise en œuvre d'un programme de maintenance préventive et corrective ;
- Le maintien des équipements en état de fonctionnement ;
- Le maintien des installations en conformité avec les règlements de sécurité et les règles de l'art ;
- La propreté des locaux et installations techniques ;
- L'assistance technique au CHUM.

Les obligations de résultats sont définies en fonction de l'importance que représente la non-disponibilité de l'installation ou équipement, en dehors des arrêts nécessaires pour la maintenance préventive et les diagnostics, dont le programme et la périodicité sont rappelés dans ce CCTP.

Le Titulaire met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles pour l'accomplissement de ses missions.

2.11 Prestations & Travaux

En aucun cas, le titulaire ne peut exécuter des prestations ou travaux modificatifs sur les installations dans l'enceinte de l'hôpital, sans accord écrit de celui-ci.

Avant tout commencement d'exécution de prestations demandées par le CHUM au titulaire, pouvant entraîner des conséquences dommageables ; celui-ci doit attirer l'attention du CHUM, par mail et lettre recommandée dans les huit (08) jours, à dater de l'ordre reçu, sur les conséquences qu'ils peuvent entraîner, soit sur ses propres installations soit sur celles d'autres corps d'état.

A défaut le titulaire supporte la responsabilité des conséquences dommageables qui résulteraient des inconvénients qu'il lui appartenait de signaler.

L'exploitant ne saurait élever aucune réclamation pour l'éventuelle présence d'autres entreprises dans l'établissement ou à son voisinage immédiat, ainsi que pour la présence et les mouvements de personnel ou de matériel du CHUM pendant ses heures de travail.

2.12 Affiches - Délai de remise en service

A chaque intervention, le titulaire du marché met tout en œuvre pour assurer la remise en service de l'appareil.

Au cas où les caractéristiques de la panne ou du dysfonctionnement feraient obstacle à la remise en service immédiate, le titulaire met l'appareil en sécurité, informe le personnel sur place et le référent de filière sur site et appose une affiche fixe sur l'appareil.

Cette affiche est destinée à informer les utilisateurs de la panne et du délai prévisionnel de remise en service de l'appareil.

2.13 Plans - Schémas - Notices

L'exploitant, lorsqu'il exécute une modification sur les installations dont il a la charge, est tenu de mettre à jour les plans, schémas ou notices d'entretien et d'exploitation et de remettre systématiquement au CHUM un exemplaire reproductible de ces documents sur clé USB ou sur tout autre support de stockage électronique.

2.14 Registre - carnet d'entretien des équipements

Les carnets d'entretien des ascenseurs devront être consultables à tout moment dans les machineries.

La date de la visite, les heures d'arrivée et de départ ainsi que les noms et signatures des techniciens qui sont intervenus doivent être portés sur le carnet d'entretien comme prévu par l'article R125-2-1 du code de la construction et de l'habitation.

Ils devront être mis à jour après chaque visite de maintenance et chaque intervention de dépannage.

Le registre, carnet d'entretien, comportera :

- les consignes de sécurité établis par l'entreprise titulaire du marché,
- le rapport des visites de maintenance, dépannages, réparations ou autres interventions, effectués par l'entreprise titulaire du marché mentionnant :
 - la date et la nature des interventions effectuées,
 - La nature des observations, interventions, réglages, réparations et remplacement de pièces effectués sur l'appareil au titre de l'entretien,
 - La date et la cause des incidents, et les réparations effectuées au titre du dépannage,
 - les modifications ou améliorations paraissant possibles et souhaitables,
 - les observations en rapport avec l'exploitation des équipements.

Le registre, carnet d'entretien, est mis régulièrement à jour par le titulaire en fonction des opérations de maintenance et de dépannage réalisées sur l'installation.

Au cas où l'appareil comporte un dispositif permettant de reconstituer l'historique des opérations d'entretien, le CHUM doit pouvoir avoir accès à ces informations sans surcoût.

Afin de faciliter le suivi de la maintenance des équipements via GMAO, le registre-carnet d'entretien pourra être dématérialisé. Le Titulaire devra assurer l'intégration et la mise à jour du registre-carnet d'entretien sur le progiciel DIMO MAINT utilisé par le CHUM.

Un accès au progiciel sera donné au Titulaire afin qu'il assure en temps réel l'intégration et la mise à jour des données.

Le Titulaire devra prévoir dans son plan de maintenance l'organisation logistique et matérielle permettant l'intégration des données dans la GMAO du CHUM.

En cas d'incapacité à intégrer les documents sur la GMAO du CHUM, le Titulaire devra organiser une solution dématérialisée pour le partage et la mise à jour du registre-carnet d'entretien des équipements (via cloud ou accès partagé). Dans ce cas, le Titulaire communiquera au Service Technique du CHUM, toutes les informations utiles pour la consultation (Identifiants, code d'accès...).

2.15 Locaux techniques

Le titulaire maintient les locaux techniques abritant les installations relevant du présent marché en bon état (peinture, éclairage, etc....) et conformes aux prescriptions d'assurances et de réglementations pendant la durée du marché.

2.16 Réunion périodique

Dans les deux mois suivant la notification du marché, les référents de filière des sites mettront au point avec le Titulaire du marché un planning prévisionnel de réunions périodiques ayant pour but d'analyser la gestion de la maintenance des équipements et le respect des clauses du contrat.

Le responsable du Titulaire affecté au suivi du marché est tenu d'y assister.

Il s'engage à rencontrer, chaque fois que cela s'avère nécessaire, les responsables référents de filière du CHUM.

Il informera notamment celui-ci de toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes ou des installations et le bon fonctionnement des ascenseurs.

2.17 Qualité et développement durable

Face au réchauffement climatique et à la hausse du coût de l'énergie, le titulaire devra mettre en place des actions en matière de développement durable, et les actions mises en œuvre dans le domaine des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

2.18 Gestion des déchets

La gestion des déchets fait partie intégrante de la politique Qualité, Sécurité, Environnement.

Le titulaire devra préciser dans son offre les dispositions mises en place pour la protection de l'environnement en matière de gestion des déchets.

Il devra faire preuve d'une gestion optimisée des déchets générés par ses interventions pour la maintenance des ascenseurs, monte-charges et monte-malades du parc d'équipements à maintenir.

3 MODALITES D'ORGANISATION DES PRESTATIONS DU MARCHE

Forme de prestations du marché	Type de prestations	Basées sur	Incluant	Part
PRESTATIONS FORFAITAIRES	<u>Maintenance préventive</u>	DPGF <i>Prix forfaitaires basés sur la DPGF du marché</i>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les visites de maintenance préventive des installations et équipements (incluant les coûts de déplacement et de main d'œuvre y compris encadrement) suivant les modalités définies dans le CCTP. ➤ La fourniture et pose des pièces détachées d'un montant unitaire inférieur à 250€ HT prix public (hors pièces détachées du stock). ➤ L'astreinte technique (7jr/7, 24h/24). ➤ Les prestations de dépannage (7jr/7, 24h/24). ➤ Les prestations de déblocage/désincarcération de personnes (7jr/7, 24h/24). ➤ La mise à disposition d'un technicien lors des visites de contrôle périodique réglementaire des ascenseurs ➤ La réalisation des Etudes de Sécurité (EDS) des ascenseurs. 	Forfaitaire (prestations courantes à compter de la notification du marché et à la date de démarrage fixée au CCAP)

Forme de prestations du marché	Type de prestations	Basées sur	Incluant	Part
			<ul style="list-style-type: none"> ➤ La réalisation de documents et rapports selon les modalités définies dans le présent CCTP. ➤ Les frais de gestion (réunions, conseil et assistance au maître d'ouvrage, traitement des DI, gestion/liaison avec la GMAO du CHUM, formation du personnel du CHUM, ...). ➤ Etat des lieux initial et inventaire de fin de marché. 	
PRESTATIONS SUR ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	<u>Maintenance corrective</u>	Devis du Titulaire Prix unitaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les pièces du stock. ➤ Les prestations de maintenance corrective. ➤ Les pièces détachées pour la maintenance corrective, les dépannages et réparations d'un montant unitaire supérieur à 250€HT prix public. ➤ Les prestations annexes : remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques ou par accident indépendant de l'action de la maintenance préventive, ... 	A la commande (prestations déclenchées par la transmission d'un bon de commande)

Forme de prestations du marché	Type de prestations	Basées sur	Incluant	Part
		BPU <i>Prix unitaires (Le Titulaire doit fournir un devis basé sur les prix unitaires du BPU du marché)</i>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La <u>main d'œuvre et frais de personnel</u> nécessaires aux prestations de maintenance corrective (hors intervention sur astreinte, hors intervention de maintenance préventive, hors intervention de dépannage, hors intervention de déblocage/désincarcération de personnes). ➤ <u>Les frais de déplacement</u> nécessaires aux prestations de maintenance corrective (hors intervention sur astreinte, hors intervention de maintenance préventive, hors intervention de dépannage, hors intervention de déblocage/désincarcération de personnes). 	
PRESTATIONS SUR ACCORD-CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS	Remplacement complet d'équipement et Installation d'équipement neuf	BPU <i>Prix unitaires (Le Titulaire doit fournir un devis basé sur les prix unitaires du BPU du marché subséquent)</i>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le remplacement complet d'un appareil (fourniture et pose). ➤ La fourniture et la pose d'un appareil neuf. ➤ Toutes prestations visant la mise en conformité globale et la modernisation d'un appareil ou d'une installation. 	A la commande <i>(conclusion de marchés subséquents pouvant être exécutés au moyen de bons de commande)</i>

4 PRESTATIONS FORFAITAIRES

4.1 Maintenance préventive

4.1.1 Plage et volume horaires des prestations de maintenance préventive

Les prestations de maintenance préventive seront effectuées suivant les règles de l'art et conformément aux normes et règlements en vigueur dans la limite des heures normales de travail de l'entreprise.

En respect des contraintes de fonctionnement des sites hospitaliers, **les visites devront être organisées en principe du lundi au vendredi entre 6h00 et 19h00** (heures ouvrées), suivant un volume horaire adéquat à respecter pour chaque appareil.**

***créneau horaire indicatif : Le titulaire précisera dans son offre ses heures ouvrées.*

4.1.2 Périodicité et contenu des visites de maintenance préventive

Le titulaire assure la maintenance préventive des appareils décrits dans la DPGF du marché **par des visites périodiques dans le respect des fréquences et intervalles maximum imposés par la réglementation et décrits dans les paragraphes suivants.**

Le titulaire du marché devra exécuter la liste des opérations minimales d'entretien et aux fréquences minimales de vérification prévues en annexe de l'arrêté du 18 novembre 2004, relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs.

*Les prix de la maintenance préventive sont forfaitaires**, exprimés en montant annuel par site dans la DPGF du marché.*

Le planning des visites de maintenance préventive doit obligatoirement être transmis par le Titulaire dans les 2 mois suivant la notification du marché et à chaque « date anniversaire » du marché.

***La DPGF du marché intègre la maintenance forfaitaire de l'ensemble des ascenseurs des sites hospitaliers considérés. Toutefois, en exécution, la maintenance des ascenseurs à l'arrêt, consignés ou en cours de remplacement ne sera pas exécutée et les prestations forfaitaires associées ne seront pas à facturer par le Titulaire. De plus, une réfaction de prix peut être appliquée sur le montant facturé si des prestations associées ne sont pas exécutées par le Titulaire.*

La visite de maintenance préventive devra être réalisée par un technicien qualifié.

4.1.3 Visites mensuelles

Les visites mensuelles sont réalisées à six semaines d'intervalle maximum et comprennent :

- Vérifications en cabine : éclairage principal, fixation main-courante et miroir, boîte à boutons y compris lumineux et indicateurs, fonctionnement du dispositif de demande de secours, absence de bruit ou de vibration anormale lors du déplacement ;
- Vérifications sur les baies et portes palières : efficacité des verrouillages et contacts de fermeture ainsi que dispositif de contrôle du déverrouillage de secours (si existant), boutons d'appel paliers y compris lumineux et indicateurs, absence de bruit anormal de fonctionnement de la porte du niveau principal ;
- Vérifications sur la porte de cabine : verrouillage et contact de fermeture ainsi que dispositif de réouverture et absence de bruit anormal de fonctionnement ;
- Vérification au palier : précision d'arrêt et de nivelage ;
- Vérifications sur moteur/génératrice/réducteur : niveau d'huile du réducteur, absence de bruit anormal de fonctionnement, absence de fuites d'huile.
- Vérifications sur armoire de commande et câblage électrique dans le local de machines : propreté de l'intérieur de l'armoire et absence de bruit ou de vibration anormaux.
- Vérification et contrôle des armoires de commande et coffrets électriques (DTU)
- Le titulaire a la charge exclusive de la vérification, du contrôle, de l'entretien et du maintien en conformité des armoires de commande, coffrets de puissance et circuits électriques spécifiques aux ascenseurs (y compris protections, relais, variateurs, dispositifs de sécurité).
- ...cf. tableau « Opérations minimales de maintenance »

4.1.4 Visites semestrielles

- Vérification de la propreté et lubrification du frein ;
- Vérification des câbles de suspension et leurs extrémités ;
- Toutes les prestations nécessaires au maintien d'une bonne étanchéité du système, y compris le remplacement des dispositifs d'étanchéité entre cylindre et piston et éventuellement entre éléments du piston (vérin télescopique) (ASCENSEURS CLARAC uniquement) ;
- La vérification semestrielle de l'état de fonctionnement de tous les dispositifs de régulation et de contrôle du système hydraulique (ASCENSEURS CLARAC uniquement).

- ...cf. tableau « Opérations minimales de maintenance »

4.1.5 Visites annuelles

- Nettoyage du toit de cabine, du fond de cuvette et du local de machines ;
- Contrôle de l'éclairage du local de machines ;
- Contrôle de l'usure des poulies de traction, déflexion, renvoi, mouflage ;
- Vérification annuelle des parachutes ;
- Vérification du fonctionnement du limiteur de vitesse et de la poulie tendeuse ;
- Vérification du fonctionnement du parachute et/ou dispositif contre la vitesse excessive en montée (si existant) ou de tout autre dispositif anti-chute ;
- Essai des sécurités « fins de course » ;
- Lubrification et le nettoyage des pièces ;
- Analyse du fluide hydraulique pour les appareils de CLARAC.

En cas d'anomalie ou de dysfonctionnement constaté, le prestataire vérifiera :

- les amortisseurs ;
- les dispositifs électriques de sécurité dans le contrôleur (si existants) ;
 - Limiteur de temps de fonctionnement du moteur,
 - Relais de phase,
 - Bloc thermique,
 - Fusibles (état et calibrage),
 - Sectionneurs,
 - Thermistance,
 - L'éclairage de la gaine.
- ...cf. tableau « Opérations minimales de maintenance »

Lorsque le rapport du Contrôle Technique réglementaire lui est transmis, le prestataire prend les dispositions nécessaires pour supprimer les défauts constatés présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement des ascenseurs qu'aura relevé ledit Contrôle Technique.

4.1.6 Opérations minimales de maintenance

Opérations minimales incluses dans le contrat d'entretien. Liste des pièces ou mécanismes à vérifier	Intervalle maximum de six semaines	Fréquence minimale semestrielle	Fréquence minimale annuelle
Cuvette, toit de cabine, local des machines (propreté-éclairage)			X
Anti-rebond & contact (1)	X		
Amortisseurs	X		
Moteur d'entraînement & convertisseurs ou générateur ou pompe hydraulique	X		
Réducteur	X		
Poulie de traction			X
Frein		X	
Armoire de commande	X		
Limiteur de vitesse (cabine & contrepoids) et poulie de tension (1)			X
Poulie de déflexion / renvoi / mouflage	X		
Guides cabine & contrepoids / vérin	X		
Câblage électrique	X		
Cabine	X		
Parachute et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée ou tout autre dispositif antichute (soupape de rupture, réducteur de débit pour ascenseurs hydrauliques...)			X
Câbles ou chaînes de suspension et leurs extrémités		X	
Baies paliers	X		
1 - Vérification des verrouillages et contact de fermeture	X		
2 - Vérification course, guidage & jeux		X	
3 - Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification		X	
4 - Vérification mécanismes de déverrouillage de secours		X	
5 - Dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme	X		
Porte de cabine	X		
1 - Vérification verrouillages et contacts de fermeture	X		
2 - Vérification course, guidage & jeux		X	
3 - Vérification câble, chaîne ou courroie & lubrification		X	
4 - Vérification mécanismes de déverrouillage de secours		X	
5 - Vérification dispositif de réouverture	X		
Palier : précision d'arrêt et de nivelage	X		
Dispositifs hors course de sécurité			X
Limiteur de temps de fonctionnement du moteur		X	
Dispositifs électriques de sécurité :			
1 - Vérification du fonctionnement		X	
2 - Vérification de la chaîne de sécurité		X	
3 - Vérification des fusibles		X	
Dispositifs de demande de secours	X		
Commandes & indicateurs aux paliers	X		
Eclairage de la gaine	X		
Cuve hydraulique (niveau / fuites)	X		
Vérin hydraulique		X	
Canalisations hydrauliques		X	
Dispositif antidérive		X	
Bloc de commande		X	
Pompe à main / soupape de descente à commande manuelle			X
Limiteur de pression		X	

4.1.7 Compte-rendu de visites

Par site hospitalier, chaque visite de maintenance préventive doit faire l'objet d'un compte-rendu rédigé le technicien ayant réalisé les contrôles et visé par le Responsable Technique du site ou son représentant.

Sur ce compte rendu seront indiqués :

- la date de la visite,
- le nom du ou des techniciens intervenants,
- les vérifications et contrôles réalisés,
- les anomalies constatées,
- les interventions effectuées
- les pièces remplacées ou à remplacer.

Afin de faciliter le suivi de la maintenance des équipements via GMAO, les comptes rendus d'intervention seront dématérialisés. Le Titulaire devra assurer l'intégration et la mise à jour des comptes rendus et rapports d'intervention sur le progiciel DIMO MAINT utilisé par le CHUM.

Un accès au progiciel sera donné au Titulaire afin qu'il assure en temps réel l'intégration et la mise à jour des compte-rendu d'intervention.

Le Titulaire devra prévoir dans son plan de maintenance l'organisation logistique et matérielle permettant l'intégration des données dans la GMAO du CHUM.

En cas d'incapacité à intégrer les documents sur la GMAO du CHUM, le Titulaire devra organiser une solution dématérialisée pour le partage et la mise à jour des comptes rendus et documents (via cloud ou accès partagé). Dans ce cas, le Titulaire communiquera au Service Technique du CHUM, toutes les informations utiles pour la consultation (Identifiants, code d'accès...).

Le titulaire est tenu de :

- Signaler immédiatement toute anomalie pouvant compromettre la sécurité ou la continuité de service,
- Tenir à jour dans le registre de sécurité et dans le rapport de maintenance un relevé de contrôle des armoires (date, observations, actions correctives).

Les réparations et remplacements de pièces d'usure courante dans les armoires sont inclus dans le forfait de maintenance.

Les gros équipements (armoires complètes, variateurs, cartes de commande) sont exclus du forfait et feront l'objet de devis spécifiques.

Un rapport écrit devra être remis après chaque visite et consigné dans le carnet d'entretien.

4.1.8 Fourniture des devis

Afin d'optimiser la gestion de la maintenance des équipements, le Titulaire est tenu d'établir, après chaque visite de maintenance préventive qui a révélé un besoin de mise en conformité ou de maintenance corrective, le ou les devis correspondants afin de déclencher la maintenance corrective et les réparations nécessaires (cf. [prestations sur accord-cadre à bons de commande](#) »).

4.2 Etat des lieux initial et inventaire de fin de marché

4.2.1.1 Etat des lieux initial contradictoire

Le titulaire est réputé avoir pris parfaite connaissance :

- de la constitution des bâtiments ;
- de la consistance des équipements dont il doit assurer la maintenance.

Le titulaire, dès notification du marché et dans un délai d'un mois maximum suivant la notification, dressera un état contradictoire des équipements à maintenir avec le technicien référent de filière de chaque site hospitalier, sur la base de la liste des appareils décrite à la DPGF du marché.

Dans l'état contradictoire de chaque site, seront mentionnées toutes les remarques que celui-ci pourrait être amené à faire concernant les équipements dont il devra assurer la maintenance. Cet état doit mettre à jour, compléter ou corriger les caractéristiques techniques des ascenseurs à maintenir.

A partir de cette prise en charge et jusqu'à la fin de la première année d'entretien dont il assurera la responsabilité, le titulaire ne pourra faire état de difficultés provenant de la qualité du matériel et de l'état des installations.

4.2.1.2 Inventaire de fin de marché

Le titulaire s'engage, en fin d'exécution du marché, à laisser les installations en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Le CHUM se réserve le droit, en cours de marché, ou à l'issue de celui-ci, de faire contrôler l'état des installations maintenues par un organisme indépendant.

La correction de toute détérioration anormale imputable à un mauvais entretien des installations de la part du titulaire sera mise à la charge de ce dernier, soit qu'il exécute lui-même la réparation dans un délai d'un (1) mois à compter de la date à laquelle cette détérioration aura été constatée, soit que cette réparation soit effectuée par un tiers aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire, dans un délai de quatre mois maximum avant la fin du marché, dressera l'inventaire exhaustif des équipements maintenus par site hospitalier au cours du marché et le transmettra au technicien référent de filière.

Cet inventaire devra détailler précisément les caractéristiques des équipements (y compris ceux remplacés ou neufs).

4.3 Rapport annuel d'activité

Le prestataire fournira chaque année dans le mois précédent la date anniversaire de notification du marché un rapport annuel d'activité reprenant les opérations réalisées sur les 12 derniers mois : visites de maintenance, interventions, réparations et les statistiques et commentaires s'y afférant. Le rapport annuel devra également intégrer :

- Le comparatif des données avec la même période de l'année précédente (nombre et nature des interventions, taux de disponibilité des ascenseurs par site, pièces remplacées, incidents majeurs, etc.).
- Le bilan détaillé avec suivi des indicateurs de maintenance (statistiques et taux de panne, d'indisponibilité, d'incidents, etc.).

Le Titulaire mettra en place, sur validation du CHUM, un indicateur de performance (KPI) (exemple : disponibilité minimale fixée à 99 % pour les ascenseurs patients).

Afin de faciliter le suivi de la maintenance des équipements via GMAO, les rapports annuels d'activité seront dématérialisés. Le Titulaire devra assurer l'intégration et la mise à jour des rapports annuels d'activité sur le progiciel DIMO MAINT utilisé par le CHUM.

Un accès au progiciel sera donné au Titulaire afin qu'il assure en temps réel l'intégration et la mise à jour des rapports.

Le Titulaire devra prévoir dans son plan de maintenance l'organisation logistique et matérielle permettant l'intégration des données dans la GMAO du CHUM.

En cas d'incapacité à intégrer les documents sur la GMAO du CHUM, le Titulaire devra organiser une solution dématérialisée pour le partage et la mise à jour des rapports et documents (via cloud ou accès partagé). Dans ce cas, le Titulaire communiquera au Service Technique du CHUM, toutes les informations utiles pour la consultation (Identifiants, code d'accès...).

4.4 Fourniture des pièces détachées

Toutes les petites fournitures et pièces détachées d'un montant unitaire inférieur à 250€HT prix public (hors pièces détachées du stock) seront fournies par le Titulaire. Ces fournitures sont incluses dans le montant annuel forfaitaire du marché (DPGF).

La maintenance préventive intègre :

- *La réparation ou le remplacement si nécessaire de certaines pièces de l'installation lorsqu'elles présentent une usure excessive. La réparation ou le remplacement incombe au titulaire du marché ;*
- *Les mesures spécifiques d'entretien destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement des ascenseurs.*

4.4.1 Liste des pièces concernées

Les pièces des installations d'ascenseur, mentionnées à l'article R 125-2 du code de la construction et de l'habitation, dont l'entretien, la réparation ou le remplacement font partie des clauses minimales du contrat d'entretien visé à l'article R 125-2-1 de ce même code, sont les suivantes :

- Cabine : Boutons de commande, y compris leur signalisation lumineuse et sonore, paumelles de portes, contacts de porte, ferme-porte automatique de porte battante, coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension et contact de porte, interface usager d'appel de secours, (bouton avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte.
- Paliers : Ferme-porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, galets de suspension, patins de guidage des portes et boutons d'appel, y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières ;
- Machinerie : Balais du moteur et tous fusibles
- Gaine : Coulisseaux de contrepoids
- Eclairage : Ampoules cabine, machinerie et gaine, ainsi que l'éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs)

La réparation ou le remplacement des pièces citées ci-dessus incombe au titulaire du marché, lorsque dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses.

4.4.2 Fourniture des pièces de rechange et modalités

Les caractéristiques techniques des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct et les pièces détachées mises en œuvre seront conformes aux spécifications du constructeur.

Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant.

Dans le cadre du présent marché, l'adaptation de pièces sur les installations, si elle est nécessaire, relèvera de la responsabilité du titulaire du marché ;

Dans ce cas, le titulaire reste néanmoins responsable de l'intégration ou de la mise en œuvre de ces pièces et fournitures au titre du présent marché, sans supplément de prix.

De plus, le titulaire s'engage à fournir les pièces détachées nécessaires dans les meilleurs délais.

Les pièces d'un montant inférieur à 250 € HT prix public faisant partie de la liste des clauses minimales seront fournies par le titulaire.

Le titulaire en assure le transport et la pose.

4.5 Astreinte technique

Une astreinte technique est prévue au marché pour les diagnostics, réparations et dépannages d'urgence, pour l'ensemble des équipements décrits à la DPGF. **Ce service d'astreinte concerne les urgences nécessitant une intervention prioritaire.**

Le Titulaire doit prévoir un service d'astreinte pouvant être déclenché :

- 7 jours sur 7,
- 24h sur 24.

Inclus les dimanches et jours fériés.

4.5.1 Délais maximum d'intervention sous astreinte :

Sur appel de signalement du CHUM (du technicien GTC/GMAO ou du référent technique du marché), une intervention d'astreinte est déclenchée dans les délais suivants :

- **délai maximum d'intervention sur site : 1 heure maximum après appel ;**
- **délai maximum pour sécuriser l'équipement (si pièces indisponibles): 3 heures maximum après arrivée sur site ;**
- **délai maximum de remise en service d'un équipement (si pièces indisponibles) : 3 jours calendaires maximum suite signalement.**

L'astreinte est incluse forfaitairement par site (voir DPGF) et comprend les frais de déplacement. Toutes les interventions d'astreinte sont forfaitaires. Toutefois, les pièces détachées d'un montant unitaire supérieur à 250€HT prix public qui seraient remplacées au cours ou suite à une intervention d'astreinte feront l'objet d'un bon de commande de régularisation basé sur le devis du Titulaire du marché (via accord-cadre).

La procédure d'astreinte du Titulaire devra être clairement identifiée dans son offre. Le numéro d'appel y sera précisé.

En cas de non disponibilité des pièces, le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour sécuriser l'équipement ou pour si possible mettre en œuvre une solution de fonctionnement provisoire dans l'attente des pièces détachées. Le CHUM devra être tenu informé de l'état de l'intervention et de la date prévisionnelle de remise en service par mail adressé au responsable technique de filière dans l'heure qui suit l'intervention d'astreinte.

Pour rappel, dans le cas où les caractéristiques de la panne ou du dysfonctionnement feraient obstacle à une remise en service immédiate, le titulaire met l'appareil en sécurité, informe le personnel sur place et le référent de filière technique sur site et appose une affiche fixe sur l'appareil.

Cette affiche est destinée à informer les utilisateurs de la panne et du délai prévisionnel de remise en service de l'appareil.

A défaut, le CHUM est autorisé à utiliser tous les moyens pour assurer la remise en marche des équipements défectueux.

Les dépenses supplémentaires qui en résulteraient viendraient en déduction des redevances dues au titulaire.

Les manquements du titulaire à ses obligations lui seront signifiés par le service technique du C.H.U.M dès leur constatation soit par courriels ou appels et confirmés par courrier (Insuffisance ou excès).

Le titulaire ne saurait élever aucune réclamation pour l'éventuelle présence d'autres entreprises dans l'établissement ou à son voisinage immédiat, ainsi que pour la présence et les mouvements de personnel ou de matériel de l'hôpital.

4.5.2 Traitement des demandes d'intervention

Le titulaire doit disposer d'un service de réception des demandes d'intervention disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, intégré à sa structure.

Ce service devra être accessible à tout moment par le responsable technique du CHUM pour le suivi des interventions.

Les appels pour demande d'intervention ne pourront en aucun cas être reçus sur répondeur.

4.6 Prestations de dépannage

En cas de non-fonctionnement d'un appareil, le titulaire s'engage à intervenir sur site 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

Le délai maximum pour arriver sur site est de 1 heure à compter de la réception de l'appel.

Le titulaire remet en service l'ascenseur dans un délai maximum de 3 heures, après arrivée sur site, quel que soit le jour, ouvrable ou non.

En cas de non disponibilité des pièces, le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour sécuriser l'équipement ou pour si possible mettre en œuvre une solution de fonctionnement provisoire dans l'attente des pièces détachées. Le CHUM devra être tenu informé de l'état de l'intervention et de la date prévisionnelle de remise en service par mail adressé au responsable technique de filière dans l'heure qui suit l'intervention de dépannage.

Pour rappel, dans le cas où les caractéristiques de la panne ou du dysfonctionnement feraient obstacle à une remise en service immédiate, le titulaire met l'appareil en sécurité, informe le personnel sur place et le référent de filière sur site et appose une affiche fixe sur l'appareil.

Cette affiche est destinée à informer les utilisateurs de la panne et du délai prévisionnel de remise en service de l'appareil.

A défaut, le CHUM est autorisé à utiliser tous les moyens pour assurer la remise en marche des équipements défectueux.

Les dépenses supplémentaires qui en résulteraient viendraient en déduction des redevances dues au titulaire.

Les manquements du titulaire à ses obligations lui seront signifiés par le service technique du C.H.U.M dès leur constatation soit par courriels ou appels et confirmés par courrier (Insuffisance ou excès).

Le titulaire ne saurait élever aucune réclamation pour l'éventuelle présence d'autres entreprises dans l'établissement ou à son voisinage immédiat, ainsi que pour la présence et les mouvements de personnel ou de matériel de l'hôpital.

NOTA BENE : En aucun cas, une intervention de dépannage seule ne pourra tenir lieu de visite d'entretien.

Les prestations de dépannage sont incluses dans les prestations forfaitaires du marché et doivent être comprises dans les prix de la DPGF. Toutes les interventions de dépannage sont forfaitaires. Toutefois, les pièces détachées d'un montant unitaire supérieur à 250€HT prix public qui seraient remplacées au cours ou suite à une intervention de dépannage feront l'objet d'un bon de commande de régularisation basé sur le devis du Titulaire du marché (via accord-cadre).

4.7 Prestations de déblocage/désincarcération des personnes

En cas de personnes bloquées en cabine, le titulaire du marché interviendra 7 jours sur 7, tous les jours de l'année, 24 heures sur 24 et dans un délai maximum d'une heure (1) à partir de la réception de la demande d'intervention émanant du CHUM.

Le titulaire du marché devra informer les utilisateurs lors des pannes avec désincarcération.

Les prestations de déblocage/désincarcération des personnes sont incluses dans les prestations forfaitaires du marché et doivent être comprises dans les prix de la DPGF. Toutes les interventions de déblocage/désincarcération des personnes sont forfaitaires. Toutefois, les pièces détachées d'un montant unitaire supérieur à 250€HT prix public qui seraient remplacées au cours ou suite à une intervention de déblocage/désincarcération feront l'objet d'un bon de commande de régularisation basé sur le devis du Titulaire du marché (via accord-cadre).

4.8 Mise à disposition d'un technicien lors des visites de contrôle réglementaire

La mise à disposition d'un technicien pour les visites de contrôle réglementaire est forfaitaire. Le Titulaire est donc tenu de missionner un technicien qualifié qui accompagnera le bureau de contrôle. Cette mise à disposition est forfaitaire et doit être prévue dans les prix de la DPGF.

Ces contrôles et visites sont effectués à des dates fixées par le CHUM et signifiées au Titulaire sous un délai minimum de 10 jours calendaires.

4.9 Etude de sécurité

Le titulaire est tenu, dans les 30 jours qui suivent la prise d'effet du présent marché, de réaliser une étude de sécurité (EDS) de chaque appareil conformément au décret n°95-826 du 30 juin 1995, et en remettre un exemplaire au responsable technique du CHUM et en afficher une copie dans la machinerie.

L'étude de sécurité d'un appareil est forfaitaire et doit être incluse dans la DPGF du marché.

4.10 Frais de gestion

Les frais de gestion du marché (réunions, conseil et assistance au maitre d'ouvrage, traitement des DI, gestion/liaison avec la GMAO du CHUM, formation, ...) sont forfaitaires et doivent être inclus dans les prix de la DPGF du marché.

4.11 Formation des agents de sécurité

Le titulaire doit organiser, au minimum une fois par an et lors de la prise d'effet du contrat :

- Une formation pratique des agents de sécurité de chaque site pour l'évacuation des passagers bloqués,
- Une formation théorique sur le fonctionnement des systèmes de téléalarme et de consignation réglementaire,
- Un compte rendu de formation avec feuille d'émargement à remettre au service technique du CHUM.

4.12 Synthèse des prestations forfaitaires

Forme de prestations du marché	Type de prestations	Basées sur	Incluant	Part
PRESTATIONS FORFAITAIRES	<u>Maintenance préventive</u>	DPGF <i>Prix forfaitaires basés sur la DPGF du marché</i>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les visites de maintenance préventive des installations et équipements (incluant les coûts de déplacement et de main d'œuvre y compris encadrement) suivant les modalités définies dans le CCTP. ➤ La fourniture et pose des pièces détachées d'un montant unitaire inférieur à 250€ HT prix public (hors pièces détachées du stock). ➤ L'astreinte technique (7jr/7, 24h/24). ➤ Les prestations de dépannage (7jr/7, 24h/24). ➤ Les prestations de déblocage/désincarcération de personnes (7jr/7, 24h/24). ➤ La mise à disposition d'un technicien lors des visites de contrôle périodique réglementaire des ascenseurs ➤ La réalisation des Etudes de Sécurité (EDS) des ascenseurs. ➤ La réalisation de documents et rapports selon les modalités définies dans le présent CCTP. ➤ Les frais de gestion (réunions, conseil et assistance au maître d'ouvrage, traitement des DI, gestion/liaison avec la GMAO du CHUM, formation du 	Forfaitaire (prestations courantes à compter de la notification du marché et à la date de démarrage fixée au CCAP)

Forme de prestations du marché	Type de prestations	Basées sur	Incluant	Part
			<p>personnel du CHUM, ...).</p> <p>➤ Etat des lieux initial et inventaire de fin de marché.</p>	

5 PRESTATIONS SUR ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

5.1 Maintenance corrective

Sur demande d'intervention du maître d'ouvrage ou sur proposition du Titulaire suite aux visites de maintenance préventive, le titulaire assure la maintenance corrective des équipements listés dans la DPGF du marché suivant les règles de l'art et conformément aux normes et règlements en vigueur.

La « présence permanente » sur sites n'est pas imposée au Titulaire qui doit prévoir une main d'œuvre suffisante pour réaliser les prestations de maintenance corrective et réparations des équipements sur l'ensemble des sites du marché, inclus les déplacements inter-sites. Les prestations de maintenance corrective et réparations devront être organisées en respect des contraintes de fonctionnement des sites hospitaliers, sur les créneaux horaires de principe : du lundi au vendredi entre 6h00 et 19h00**.

***créneau horaire indicatif : Le titulaire précisera dans son offre ses heures ouvrées.*

Les prestations de maintenance corrective et réparations sont à prix unitaires basées sur l'accord-cadre à bons de commande dans la limite du montant maximum fixé au CCAP du marché. Les prestations seront déclenchées par la transmission d'un bon de commande basé sur les devis du Titulaire ou sur le BPU du marché (cf. [synthèse des prestations sur accord-cadre à bons de commande](#)).

5.1.1 Frais de main d'œuvre

La main d'œuvre et les frais de personnel nécessaires aux prestations de maintenance corrective (hors intervention sur astreinte, hors intervention de maintenance préventive, hors intervention de dépannage, hors intervention de déblocage/désincarcération de personnes) feront l'objet de bons de commande basés sur les prix unitaires du BPU du marché.

Le Titulaire devra toutefois fournir un devis au maître d'ouvrage basé sur les prix unitaires du BPU du marché.

5.1.2 Frais de déplacement

Les frais de déplacements relatifs aux prestations de maintenance corrective (hors intervention sur astreinte, hors intervention de maintenance préventive, hors intervention de dépannage, hors intervention de déblocage/désincarcération de personnes) feront l'objet de bons de commande basés sur les prix unitaires du BPU du marché.

Le Titulaire devra toutefois fournir un devis au maître d'ouvrage basé sur les prix unitaires du BPU du marché.

5.1.3 Transmission des devis.

Le Titulaire s'engage à transmettre un devis détaillé au référent technique ayant effectué la demande, au plus tard 10 jours ouvrables après la demande.

Les devis devront préciser :

- Les caractéristiques de l'équipement objet du devis,
- Le site hospitalier concerné,
- La référence du numéro de marché,
- Le détail des pièces et matériels à remplacer ou à installer (d'un montant unitaire >250€HT prix public),
- Les frais de main d'œuvre (selon les prix unitaires du BPU du marché),
- Les frais de déplacement (selon les prix unitaires du BPU du marché),
- Le cas échéant :
 - Le détail des pièces et matériels du stock (d'un montant unitaire >250€HT),
 - La désignation des prestations annexes à la maintenance corrective à réaliser.

5.1.4 Compte-rendu d'intervention

Par site hospitalier, toute intervention relative à la maintenance corrective, aux dépannages et aux réparations devra faire l'objet d'un compte-rendu d'intervention rédigé le technicien ayant réalisé l'intervention et visé par le Responsable Technique du site ou son représentant.

Sur ce compte rendu seront indiqués :

- la date de l'intervention,
- le nom du ou des techniciens intervenants,
- les vérifications et contrôles réalisés,
- les anomalies constatées,
- les interventions effectuées,
- les pièces remplacées ou à remplacer
- le cas échéant, le numéro de la demande d'intervention ou de l'ordre de travail à l'origine de l'intervention,
- les modifications ou améliorations paraissant possibles et souhaitables,
- les observations en rapport avec l'exploitation.

Afin de faciliter le suivi de la maintenance des équipements et des demandes d'intervention via GMAO, les comptes rendus d'intervention seront dématérialisés. Le Titulaire devra assurer l'intégration et la mise à jour des comptes rendus et rapports d'intervention sur le progiciel DIMO MAINT utilisé par le CHUM.

Un accès au progiciel sera donné au Titulaire afin qu'il assure en temps réel la mise à jour des demandes d'intervention et l'intégration des compte-rendu d'intervention.

Le Titulaire devra prévoir dans son plan de maintenance l'organisation logistique et matérielle permettant l'intégration des données dans la GMAO du CHUM.

En cas d'incapacité à intégrer les documents sur la GMAO du CHUM, le Titulaire devra organiser une solution dématérialisée pour le partage et la mise à jour des comptes rendus et documents (via cloud ou accès partagé). Dans ce cas, le Titulaire communiquera au Service Technique du CHUM, toutes les informations utiles pour la consultation (Identifiants, code d'accès...).

5.2 Remplacement de pièces détachées

Le remplacement des pièces détachées, fournitures ou des matériels d'un montant unitaire supérieur à 250€HT prix public nécessaires à la maintenance corrective, diagnostics et réparations des équipements est à la charge du Titulaire. La fourniture des pièces détachées d'un montant unitaire supérieur à 250€HT fera l'objet de bons de commande basés sur les devis du Titulaire via l'accord-cadre à BC.

Lorsque que le titulaire procède à un remplacement de pièce ou matériel, il est tenu de procéder à un remplacement identique, ou techniquement équivalent selon les règles de l'art.

5.3 Stock

Pour fournir la continuité et la sécurité du service, un stock de matériel et de pièces détachées de première urgence sera proposé et valorisé par le Titulaire dans un délai maximum de deux mois suivant la notification du marché. Le CHUM émettra un bon de commande sur la base du devis du Titulaire.

Le titulaire est tenu de justifier de la bonne tenue du stock en fournissant sur simple demande du CHUM l'état actualisé du stock.

Le CHUM peut à tout moment se rendre sur place pour vérifier le contenu et la qualité du stock.

La liste des pièces à tenir en stock peut évoluer dans le temps en fonction de l'évolution du parc d'ascenseurs à maintenir.

Pour lui permettre de constituer le stock de sécurité l'hôpital mettra à la disposition du titulaire un local fermé.

Le titulaire, au fur et à mesure des interventions de maintenance, procédera aux remplacements nécessaires.

Lorsque que le titulaire procède à un remplacement de matériel, il est tenu de procéder à un remplacement identique, ou techniquement équivalent.

5.4 Prestations annexes : remplacement des pièces dégradées

D'autres prestations annexes à la maintenance corrective pourront être commandées au Titulaire via l'accord-cadre à BC, sur la base du devis du Titulaire, par exemples :

- Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques ou par accident indépendant de l'action de la maintenance préventive ;
- Le remplacement des pièces vétustes, étant entendu que la vétusté ne peut atteindre les composants d'une installation avant :
 - 30 ans pour les organes mécaniques (par exemple : treuil, partie mécanique du frein, poulie, guides, parachute).
 - 20 ans pour les organes électromécaniques (par exemple : moteur, partie électrique du frein, dispositif de sélection, armoire de commande, serrures, canalisations électriques).
 - 10 ans pour les organes électroniques.
- Le remplacement des pièces obsolètes ;
- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'ascenseur ;
- Le remplacement du fluide hydraulique (ASCENSEURS CLARAC uniquement) autre que celui dû au manque d'étanchéité du système ;
- Le remplacement du cylindre, du piston, du réservoir et des canalisations hydrauliques (ASCENSEURS CLARAC uniquement).
- Les essais éventuels en surpression du vérin hydraulique (ASCENSEURS CLARAC uniquement)
- (*liste non exhaustive*).

En cas de non disponibilité des pièces, le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour sécuriser l'équipement ou pour si possible mettre en œuvre une solution de fonctionnement provisoire dans l'attente des pièces à remplacer. Le CHUM devra être tenu informé de l'état de l'intervention et de la date prévisionnelle d'intervention par mail adressé au responsable technique de filière.

Pour rappel, dans le cas où les caractéristiques de la panne ou du dysfonctionnement feraient obstacle à une remise en service immédiate, le titulaire met l'appareil en sécurité, informe le personnel sur place et le référent de filière sur site et appose une affiche fixe sur l'appareil.

Cette affiche est destinée à informer les utilisateurs de la panne et du délai prévisionnel de remise en service de l'appareil.

5.5 Synthèse des prestations sur accord-cadre à bons de commande

Forme de prestations du marché	Type de prestations	Basées sur	Incluant	Part
PRESTATIONS SUR ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	<u>Maintenance corrective</u>	Devis du Titulaire <i>Prix unitaires</i>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les <u>pièces du stock</u>. ➤ Les prestations de <u>maintenance corrective</u>. ➤ Les <u>pièces détachées</u> pour la maintenance corrective, les dépannages et réparations d'un montant unitaire supérieur à 250€HT prix public. ➤ <u>Les prestations annexes</u> : remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques ou par accident indépendant de l'action de la maintenance préventive, ... 	A la commande <i>(prestations déclenchées par la transmission d'un bon de commande)</i>
		BPU <i>Prix unitaires</i> <i>(Le Titulaire doit fournir un devis basé sur les prix unitaires du BPU du marché)</i>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La <u>main d'œuvre et frais de personnel</u> nécessaires aux prestations de maintenance corrective (hors intervention sur astreinte, hors intervention de maintenance préventive, hors intervention de dépannage, hors intervention de déblocage/désincarcération de personnes). ➤ <u>Les frais de déplacement</u> nécessaires aux prestations de maintenance corrective (hors intervention sur astreinte, hors intervention de maintenance préventive, hors intervention de dépannage, hors intervention de déblocage/désincarcération de personnes). 	

6 PRESTATIONS SUR ACCORD-CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS

Les prestations basées sur l'accord-cadre à marchés subséquents devront respecter la limite du montant maximum fixé au CCAP du marché. Les prestations seront déclenchées suite à la notification des marchés subséquents.

6.1 Synthèse des prestations sur accord-cadre à marchés subséquents

Forme de prestations du marché	Type de prestations	Basées sur	Incluant	Part
PRESTATIONS SUR ACCORD-CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS	Remplacement complet d'équipement et Installation d'équipement neuf	BPU <i>Prix unitaires (Le Titulaire doit fournir un devis basé sur les prix unitaires du BPU du marché subséquent)</i>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le remplacement complet d'un appareil (fourniture et pose). ➤ La fourniture et la pose d'un appareil neuf. ➤ Toutes prestations visant la mise en conformité globale et la modernisation d'un appareil ou d'une installation. 	A la commande <i>(conclusion de marchés subséquents pouvant être exécutés au moyen de bons de commande)</i>

N.B. : Les sites hospitaliers du CHUM sont en régime IT.